

Le mouvement 15-M en Espagne

ARMANDO FERNANDEZ
STEINKE,
professeur de
sociologie à l'université
Complutense, Madrid

Le cycle revendicatif qui a commencé en Espagne au printemps de 2011 a résisté à l'épreuve de l'été pour continuer en force cet automne. Que représente le mouvement appelé 15M¹ ? Quel est son avenir ?

La meilleure façon de répondre à cette question est de combiner deux niveaux d'analyse :

- les tendances profondes qui ont engendré de nouveaux sujets politiques en Espagne ;
- les facteurs à la source du mouvement.

Dans une troisième partie, on tentera de décrire l'état actuel du mouvement (novembre 2011) et d'avancer quelques hypothèses sur son avenir.

Pour développer le premier point, nous nous appuyerons sur nos propres travaux publiés ces dernières années². Ils montrent l'accumulation de contradictions de fond, décisives pour comprendre la vague de protestations en Espagne. Pour le second point, nous utiliserons notre expérience de témoin direct des événements eux-mêmes, ainsi que la presse quotidienne. Pour la troisième partie, nous nous appuyons sur une petite enquête auprès des participants directs du mouvement dans plusieurs régions d'Espagne ainsi que sur des données fournies par Calvo et al³.

L'émergence de nouveaux acteurs

La démocratie espagnole est née avec la Constitution de 1978, qui a marqué une rupture politico-institutionnelle avec le régime précédent, mais aussi une remarquable continuité pour l'économie et les entreprises. La Constitution consacre le droit à l'éducation et met en place un système fiscal plus ou moins progressif pour le financer. Mais l'ordre économique et surtout patronal est resté intact. La transition reflète le pacte signé par les sociaux-libéraux espagnols – poussés au pouvoir grâce

1. Le terme *Indignés* inventé par Stéphane Hessel et diffusé par les médias n'a pas été utilisé au début du mouvement. On disait « Mouvement du 15-M » ou mouvement pour la « Démocratie réelle maintenant ». Au fil des mois, le terme *Indignados* s'est cependant répandu.
2. Steinke Fernández, A., *Izquierda y republicanismo. El salto a la refundación*, Akal, Madrid 2010, Akal, Madrid 2010.
3. Calvo, K./Gómez-Pastrana, T./Mena, L.-: *Movimiento 15-M: ¿quiénes son y qué reivindican?*. Zoom Politico. Laboratorio de Alternativas. Documento 2011/04

à la social-démocratie allemande – avec les post-franquistes sur la base d'un programme qui excluait toute intervention publique dans la sphère de l'entreprise privée. Celle-ci a gardé l'organisation hiérarchique du franquisme, avec un mode de direction autocratique et sans politique de formation pour les salariés. Les crises des années 1980, 1990 et 2007, au cours desquelles le chômage est monté à plus de 20%, ont montré l'incapacité à créer suffisamment d'emplois pour la population. Mais un manque chronique de travail rend impossible le financement durable de l'État-providence. Ce qui a bloqué *de facto* la possibilité de réaliser le programme du pacte de la transition politique. Seuls les gouvernements et les entreprises publiques, aujourd'hui privatisées, ont créé du travail de qualité dans les années 1980-90. Le *boom* de l'immobilier et le tourisme de masse, multipliant les tâches peu créatives, ont renforcé le modèle post-franquiste.

Le grand écart de la (sur)qualification

Un des résultats principaux de ces politiques a été l'augmentation rapide des diplômés de l'université. Du fait de l'écart entre le savoir-faire de 18% de la population active, en particulier les femmes, et les 5% seulement d'emplois réellement qualifiés, une insatisfaction latente s'est accumulée depuis les années 1990 dans les couches initialement bénéficiaires de l'État-providence. Cette insatisfaction a éclaté ponctuellement avec les manifestations contre la façon dont le gouvernement Aznar a géré la catastrophe écologique du Prestige en 2002⁴ et contre son implication dans la guerre en Irak. Elle a généré une forme particulière de précarité appelé *mileuristas*⁵ : une main-d'œuvre hautement qualifiée, de plus en plus féminisée, qui ou bien ne peut pas utiliser ses compétences dans le travail, ou bien, quand elle peut le faire, est payée très en-dessous de ses compétences.

À l'absence de travail et à la précarité s'ajoute une contradiction politique de fond depuis les origines de la nouvelle démocratie espagnole. La formation permet d'acquérir une autonomie personnelle, mais l'habillage (néo)libéral de la démocratie espagnole empêche de s'émanciper en fait. La culture des jeunes et les drogues – légales et illégales – ont fait croire à une autonomie qui n'existait pas vraiment mais ont suscité une innovation dans les loisirs des jeunes : le *botellón*⁶. Le *botellón* a précédé l'occupation des places. Le manque d'espace propre, le chômage et la précarité qui réduisent les revenus des jeunes mais leur permettent aussi de rester debout toute la nuit, ont généralisé ce phénomène et l'ont exporté dans

4. Pétrolier naufragé au large de la Galice, déclenchant une marée noire jusqu'en Bretagne.
5. Néologisme qui désigne les emplois à mille euros par mois.
6. Depuis la fin des années 1990, des jeunes Espagnols se réunissent le soir sur les places des villes et des villages pour se retrouver entre amis et consommer de grandes quantités d'alcool. Ce phénomène social est appelé *botellón* (ou *botelleo*, ou *botellona*, selon les régions). Voir : <http://crec.univ-paris3.fr/loisirs/02-farnie.pdf>

d'autres pays européens. L'opposition des jeunes à la guerre en Irak s'est exprimée en grande partie autour des *botellóns* dans les grandes villes, réunissant les fils et filles des classes moyennes cultivées des villes et les parents déjà politisés au cours de la transition.

La tension entre autonomie potentielle et réelle permet de comprendre le mouvement 15-M. L'origine sociale des acteurs est complexe et dépend de la région du pays, mais en général, ce sont les jeunes de 19 à 30 ans qui dominent, avec une formation universitaire ou en voie de l'acquérir. La répartition entre hommes et femmes est égale, la conscience politique est affirmée, sans toutefois les conduire à voter⁷. Mais il y a également des enfants des milieux populaires, ayant bénéficié de l'ascenseur social, qui s'est cependant arrêté à mi-chemin pour la plupart.

La participation des femmes a été une nouveauté, elles ont joué un rôle-clé pour l'organisation et pour rapprocher les opinions contradictoires. De nombreux bénévoles se sont proposés pour modérer les réunions et l'ont fait avec une grande compétence, arrêtant ceux qui ont tendance à faire de longs discours peu opératoires. Cette compétence s'est élargie à la défense juridique de ceux qui ont été arrêtés.

Finalement, le 15-M est avant tout un espace où une masse énorme de compétences ignorées par le marché du travail ont pu devenir socialement utiles. Ce qui a permis de résoudre les problèmes techniques d'organisation dans un court laps de temps, de mettre en place des commissions et des forums de discussion, etc.

Nouvelle force productive, nouveaux sujets

Les nouvelles technologies ont changé les espaces temporels et spatiaux dans lesquels vivent et travaillent de plus en plus de personnes en Espagne et, par conséquent, joué un rôle central dans le mouvement. Les jeunes qui vivent plus longtemps qu'avant avec leurs parents, qui sont installés dans l'immédiateté du travail occasionnel, acceptent la sur-exploitation pour au moins accumuler des moyens à consacrer aux loisirs. Ils ont mis l'ordinateur au centre de leur communication : ils sont des « natifs du numérique ». L'ordinateur est une technologie individualisante et flexible, qui fait partie des expériences de travail éphémères ou spatialement éloignées que connaissent beaucoup de jeunes. Cela affaiblit les liens personnels que produisent des relations de travail plus stables et éloigne des formes de participation politique et syndicale née de ces environnements. Seule la famille reste un élément de stabilité, tout

7. Les données numériques viennent d'une enquête réalisée à l'assemblée d'une ville universitaire, Salamanque, où 70% des enquêtés sont diplômés de l'université ou en voie de l'être. Ce pourcentage local n'est probablement pas éloigné de la moyenne nationale.

le reste, y compris les relations amoureuses, devient fugace. Il n'y a pas de patrons, pas d'heure de début et de fin du travail, il y a une forte autonomie au travail, même si cela conduit souvent à l'auto-exploitation. Mais les ordinateurs sont aussi une fenêtre ouverte sur un infini anonyme qui rompt avec l'isolement et crée une socialisation virtuelle. Il n'y a pas nécessairement d'individualisme, même si c'est le plus souvent le cas, mais il y a individualisation, culture de soi et une segmentation qui a peu à voir avec les valeurs qui s'acquièrent dans les environnements de travail et politiques traditionnels.

Ces caractéristiques permettent de comprendre les nouvelles formes de coopération et de participation politiques associées à ces technologies, leur difficile adaptation dans les organisations qui exigent une présence physique et dans les espaces plus traditionnels de la gauche. Seulement 35% des participants aux assemblées de Salamanque ont dit qu'ils avaient été invités par un ami, le reste est venu grâce aux moyens électroniques. Particulièrement frappante est la qualité et l'inventivité de nombreuses pages Web et des images conçues par des participants anonymes, la rapidité avec laquelle elles sont mises en ligne et inter-connectées⁸. Cela explique également l'extension du mouvement à des zones très peu actives politiquement : les zones rurales ou semi-rurales où dominent l'abstention et la droite. Les assemblées réunies sur les places et dans les quartiers ont permis de démultiplier le mouvement physiquement, mais les pages Web, Facebook et les adresses électroniques sont des espaces plus stables, parfois les seuls offrant la possibilité de se rencontrer à nouveau. Cette dématérialisation des espaces d'action politique est un point fort mais aussi l'un des points les plus vulnérables du mouvement 15-M en Espagne.

Le Tea Party anti-néolibéral

Pour que les conditions structurelles se transforment en actions, la conjoncture doit être favorable. Deux facteurs me paraissent essentiels : l'escalade de la corruption urbaine et le voyage de M. Zapatero à Londres en mai 2010. Ils ont suscité un *Tea Party* anti-néolibéral qui a essaimé en peu de temps dans tout le pays.

L'abstention de la jeunesse, qui reflète la désaffection à l'égard du système politico-institutionnel, n'est pas une chose nouvelle en Espagne. Même au cours de la période faste de la politisation de la population espagnole au début des années 1980, elle était plus élevée que la moyenne. L'accès intermittent des jeunes au marché du travail crée un désintérêt pour les

8. Voir <http://www.democraciarealya.es/>. Une innovation intéressante a consisté à mettre un compteur indiquant les jours, minutes et secondes séparant de la manifestation. Des affiches et des slogans sont disponibles sur <http://vocesconfutura.tumblr.com/>

espaces institutionnels stables et pour le système politico-institutionnel, en particulier en un temps où la culture syndicale s'affaiblit. Mais même cela n'est pas nouveau pour l'Espagne.

Ce qui est nouveau, c'est l'*extension* de cette désaffection à de plus grands segments de la population : à ceux qui avaient un emploi et l'ont perdu, aux professionnels avec un travail relativement stable héritiers de la culture politique anti-franquiste. Ils ont initialement construit les nouvelles institutions démocratiques et sont aujourd'hui les parents des *mileuristas*. Ce qui est nouveau, c'est aussi l'extension de la critique du *turnismo*⁹ parlementaire à ceux qui ont réussi à acheter un appartement pendant le *boom* et sont maintenant menacés par les expulsions, à certains enfants d'agriculteurs et de la petite bourgeoisie urbaine élevés dans une culture de la méritocratie qui a de moins en moins à voir avec la réalité. Deux aspects fondamentaux expliquent cette nouvelle vague de délégitimation du système politique parlementaire au cours de ces dernières années : le phénomène de la corruption municipale et les événements de mai 2010.

La corruption urbanistique

Le capitalisme (populaire) immobilier a permis, tant bien que mal, à sauvegarder l'État-providence dans l'ère néolibérale, c'est-à-dire : a) sans avoir à redistribuer les richesses, b) sans avoir à créer des emplois avec un minimum de qualité et c) sans recourir à des dépenses publiques. La possibilité de recourir à la fiscalité étant exclue, c'est la valorisation du foncier et l'augmentation de la valeur des biens immobiliers qui a permis aux municipalités de financer les services publics, conformément à la Constitution. Elles ont commencé à rendre les terrains constructibles à grande échelle pour se financer grâce aux impôts sur la plus-value ainsi réalisée et sur le travail créé localement dans la construction. Ces requalifications sont des actes administratifs fortement conditionnés par les conjonctures et majorités politiques locales et constituent un terreau criminogène vulnérable à la corruption dite « urbanistique ». Un nombre non négligeable de conseillers municipaux et de maires ont eu la possibilité d'en profiter personnellement. Cette situation a été créée par le Parti populaire, puis utilisée par le PSOE, pour financer l'État-providence. Ce qui fait que, jusqu'à l'éclatement de la crise, beaucoup ont préféré détourner le regard à chaque fois qu'un conseiller municipal ou un maire corrompu était dénoncé dans la presse : en contrepartie, on aménageait des parcs, des piscines et des ambulances. De nombreux salariés au chômage ont ainsi pu devenir de petits

9. Alternance exclusive entre le parti social-démocrate (PSOE) et le Parti populaire, par référence au système politique institué dès le XIX^e siècle par les « partis dynastiques » d'alors (libéral et conservateur).

entrepreneurs prospères et des fidèles électeurs du Parti populaire. Leurs enfants ont pu intégrer le secteur grâce à des emplois peu qualifiés, mais très bien payés, propulsant le taux d'abandon scolaire aux niveaux les plus élevés dans l'Union européenne selon les chiffres de l'OCDE. L'éclatement de la bulle a changé radicalement les choses. La désaffection à l'égard de la « politique » et des « politiciens » apparue depuis peu dans de nombreuses zones rurales ou semi-rurales conservatrices, a rejoint les anciennes formes de désaffection propres aux périphéries urbaines. Cette convergence explique le soutien populaire à 15-M, qui a été de près de 80% de la population en juin 2011 et se retrouve dans le slogan le plus fréquemment répété par le mouvement : « Ils ne nous représentent pas ».

Pourtant, cette étonnante unanimité ne doit pas être hâtivement interprétée comme une augmentation soudaine du nombre de citoyens appelant à des formes plus authentiques de participation politique. Masquer le fait que les mondes politique et sociologique sont cloisonnés serait politiquement plus inopérant qu'il y paraît. Cela se traduit, par exemple, dans une contradiction déconcertante entre le soutien électoral très fort dont bénéficie le Parti populaire et le fait que la majorité de la population approuve les revendications des 15-M. La popularité du « Ils ne nous représentent pas » n'est pas un soutien clair à des formes de représentation politique directe d'inspiration progressiste (assemblées, vote direct, etc.). Dans les grandes villes, cela pourrait être le cas. Mais certainement pas pour les conservateurs qui reprennent ce slogan, même si leurs arguments traduisent la vision des secteurs urbains du mouvement inspirés par l'approche libertaire (l'immédiat est la seule réalité, on se méfie de ce qui est complexe, etc.)

Un voyage de non-retour à Londres

Le second moment de radicalisation de la critique des « politiques », cette fois dirigée contre les « banquiers », a été la visite de Zapatero à Londres en mai 2010. En pleine tourmente financière, un certain nombre de grands acteurs des marchés ont commencé à spéculer contre la dette souveraine espagnole. Cela a produit une augmentation rapide des *spreads* de risque par rapport à la dette allemande et une sorte de panique au palais présidentiel de la Moncloa. Zapatero, au retour de ce voyage destiné à rassurer les marchés financiers qui avaient appelé l'Espagne à mettre en œuvre les politiques d'austérité exigées par eux, a annoncé la fin de la politique de solidarité avec les perdants de la crise. Ce phénomène conjoncturel n'explique pas la désaffection à l'égard du PSOE, mais a convaincu

beaucoup de ses électeurs que, comme les autres gouvernements européens, il avait choisi de consacrer la majeure partie des impôts des citoyens à la défense des intérêts de ceux qui avaient causé la crise (les oligarchies financières) et d'abandonner sa promesse d'équidistance entre les « puissants » et les « citoyens ». En fait, l'indignation contre les banques apparaîtrait, avec le rejet de la corruption, comme la deuxième cause importante de la participation au 15-M. Mais, contrairement aux manifestations dans d'autres pays, en Espagne, elles ont été dirigées contre le système politico-électoral bipartisan, qui rend impossible l'expression de la volonté populaire contre la « classe politique dans son ensemble », ce qui dans de nombreux sondages d'opinion est considéré comme l'un des principaux problèmes du pays.

L'irruption du Tea Party anti-néolibéral

10. Voir par exemple : <http://www.youtube.com/watch?v=mc1zrAld1-w>
11. En fait, quelques mois après la grève, les principaux syndicats ont signé un accord avec le gouvernement visant à « sauver les retraites ». Cet accord était destiné à apaiser les marchés financiers. Le plus inquiétant est qu'il était basé sur une analyse reprenant celle des intérêts financiers (« il est impossible de payer les pensions pour des raisons démographiques », « il y a trop d'État-providence », etc.), sans faire aucune place aux arguments opposés à ceux des libéraux (« réguler les marchés financiers, faire une réforme fiscale progressiste, créer des emplois stables pour financer les retraites », etc.)
12. « Des intellectuels impulsent un Tea Party des gauches », <http://www.publico.es/espana/362148/intelectuales-impulsan-el-tea-party-de-izquierdas>)

À l'automne 2010 régnait chez les Espagnols, surtout à gauche, le sentiment d'être orphelins du système politico-institutionnel. Le seul parti ayant un programme clairement anti-néolibéral, *Izquierda Unida* (la Gauche unie), n'avait qu'un petit nombre de parlementaires. Sa refondation, lancée il y a deux ans comme un objectif stratégique, a été bloquée par l'immobilisme de certains secteurs de l'organisation, suscitant la déception de beaucoup de membres et de sympathisants¹⁰. Au Parlement, il y a une grande coalition de fait entre socialistes du PSOE et conservateurs du Parti populaire. Il est donc impossible de compter sur les canaux de la politique organisée et bien que la grève générale de septembre 2010 ait été un succès, on ne fait pas confiance à la majorité des syndicats pour s'opposer aux politiques néolibérales¹¹. La situation est donc comparable à celle des États-Unis où, il y a quelques mois, le Parti républicain comme le Parti démocrate ont décidé de sauver les intérêts de la finance avec les impôts de la majorité de la population. Cette situation a conduit là-bas à l'émergence d'un mouvement anti-étatiste et conservateur, le *Tea Party*. Quelque chose de semblable s'est passé en Espagne mais idéologiquement opposé : un *Tea Party* anti-néolibéral est apparu en février 2012¹². Pour les initiateurs, des syndicalistes et des intellectuels, l'idée était de lancer un appel invitant les gens à dire « assez » et à soutenir un programme anti-néolibéral minimum. Ils ont reçu des milliers d'adhésions en un temps très court : cela a été une répétition générale pour le 15-M, dont beaucoup d'animateurs avaient signé l'appel.

Les deux mouvements, celui d'Amérique du Nord et celui d'Espagne, sont aux antipodes l'un de l'autre sur le plan

idéologique mais ils ont plusieurs points communs. Les deux sont extérieurs à *l'establishment* politique, les deux traduisent l'incapacité de celui-ci à résoudre les problèmes créés par les « puissants ». Dans les deux cas, les citoyens, mêmes si leurs programmes politiques sont différents, affirment leur droit à prendre des décisions politiques, contre le monopole des politiciens professionnels. Dans les deux cas, une partie de la population tente d'imposer un agenda politique aux partis. Dans les deux cas, il y a un rejet de l'utilisation des fonds publics pour renflouer les grands intérêts financiers. Dans les deux cas, ces mouvements sont nés dans des secteurs de la population peu ou pas organisés. Cela a donné dans les deux cas une transversalité que *l'establishment* politique ne pouvait pas gérer, permettant aux échos de la rue d'imprégner les agendas politiques. Aucun des deux mouvements ne repose sur un accord programmatique élaboré, ce qui leur donne un caractère ouvert, même si le fond politique est opposé. En Espagne, l'absence (pour le moment ?) de mouvements de masse d'extrême droite et la présence au départ de nombreux militants de gauche ont empêché le 15-M d'évoluer dans un sens conservateur, même si ses positions sont idéologiquement ambiguës. Cela ne signifie pas que les secteurs « anti-politiques » de l'extrême droite ne s'y essaieront pas. En fait, il semble que dans certains endroits, là où le Parti populaire est largement majoritaire, le danger existe déjà.

La manifestation du 15 mai 2011 à laquelle a appelé le site Internet *Démocratie réelle maintenant* n'a pas rassemblé la grande foule. Toutefois, elle a été considérée comme un succès étant donné que les organisations importantes n'avaient pas appelé et, surtout, à cause de la modalité de préparation via Internet. À Madrid, elle s'est terminée par des escarmouches mineures, mais l'action répressive de la police a produit une solidarité inhabituelle dans ces situations. C'est cette solidarité qui a libéré les citoyens. Elle a conduit à l'occupation massive de places comme la Puerta del Sol, un symbole du républicanisme politique que le gouvernement conservateur a essayé de détourner en y plaçant une statue équestre d'un roi illustre. Cette occupation a eu un effet immédiat, avec 74 campements dans de nombreuses villes d'Espagne. Ils ont commencé à organiser des commissions, à monter des infrastructures et à recevoir dons et soutien massif du reste de la population (nourriture, boissons, livres, couvertures), créant un climat de fraternité entre les différentes couches sociales et les générations inconnu depuis la transition politique.

Mais ceux qui ont participé à la manifestation du 15-M ne sont pas exactement les mêmes que ceux qui ont participé à

ces assemblées et campements. Le second groupe est beaucoup plus vaste, au-delà des « activistes » de l'informatique. C'est une réponse à la réaction de la police et, surtout, à la façon dont les médias conservateurs ont rendu compte de l'occupation. En ce sens, la situation est comparable à celle vécue avec les attentats du 11 mai 2004, où le Parti Populaire a accusé faussement l'ETA, ce qui a conduit à une défaite électorale inattendue. De larges secteurs de la population espagnole semblent rejeter viscéralement de telles pratiques.

L'identité du mouvement

Un mouvement comme le 15-M est intermittent. Il repose sur l'initiative spontanée, sans structure pour assurer la continuité, il s'éteint donc et renaît avec des objectifs spécifiques (une manifestation, une initiative particulière). La stabilité de l'espace Internet est donc essentielle. Le mouvement actuel montre cependant des signes de permanence, contrairement à d'autres. Y contribue l'aggravation de la crise, mais aussi le fait qu'il est plus structuré qu'il n'y paraît.

Mouvement et structure

Toutes les gauches, mais aussi les droites, ont essayé au cours des premières semaines du mouvement, de se connecter au 15-M, soit en fournissant une aide à l'organisation – toujours par leurs membres, à titre individuel –, soit en reprenant certaines de ses revendications. Cela a été remarqué et a permis à des personnes représentant ces organisations d'intervenir dans les assemblées (par exemple à Valence, à Barcelone, en Andalousie et à Murcie). Même si le 15-M n'est pas « organisé », il rassemble en son sein des réseaux qui le sont, ce qui explique une (certaine) stabilité. Certains des groupes qui ont animé le mouvement depuis le début sont des créations de la gauche traditionnelle (*Mesas de convergencia y acción*, ATTAC, groupes écologistes, de défense des biens publics). Beaucoup de ses fondateurs sont des gens qui ont quitté les organisations traditionnelles pour des raisons diverses, mais qui apportent une culture qui bénéficie au mouvement. Cela explique pourquoi ont été créés dans de nombreux endroits des groupes, jouant le rôle de « braises » (*rescoldos*) qui dorment mais peuvent être rallumées si un nombre minimum d'acteurs est prêt pour cela. Ces groupes ont permis, du moins jusqu'à maintenant, le maintien d'une résistance décentralisée et de faible intensité, relativement soutenue au cours du temps et alimentée régulièrement par des actions locales (lutte

contre les expulsions, actions dans les succursales bancaires, initiatives locales, etc.)

En fait, le mouvement est déjà un succès à bien des égards. D'abord il a imposé une partie de l'agenda politique de tous les partis et des médias. Politiques et fonctionnaires sont obligés de prendre position sur de nombreuses questions soulevées par le 15-M. L'aile la plus social-libérale du PSOE a été (temporairement) contrainte au silence et au sein de *Izquierda Unida* les secteurs militant pour une refondation se sont renforcés par rapport à ceux qui prônent l'immobilisme. Il a mis sur la défensive les mouvements indépendantistes de la classe moyenne, qui se soucient assez peu des classes populaires au Pays basque et dans la Catalogne frappés par la crise. Il a également créé un centre de pouvoir citoyen dans la rue qui perdure comme une réalité latente depuis la levée des campements. Surtout, il a créé un sentiment de victoire que la gauche n'avait pas ressenti depuis la transition politique.

Il y a, cependant, des aspects moins encourageants. Le fait de mettre de côté dans le débat politique toutes les étiquettes pour réduire au maximum les points de conflit contribue certes à la transversalité du mouvement. Mais l'ambiguïté idéologique qui en résulte a conduit beaucoup de participants à rejeter toute forme de « politique » à partir de positions post-modernes. Dans cette optique, l'histoire, les classes sociales et la répartition des richesses ont moins d'importance que le désir de réussite individuelle. Dans tous les cas, l'idéologie du mouvement est une des questions qui intriguent le plus. D'un côté, il y a un consensus entre ses membres sur la nécessité d'éliminer les signes qui renvoient à des projets politiques concrets et explicites (partis, drapeaux rouges, drapeaux nationaux, y compris parfois républicain), d'éviter tout maximalisme, langue de bois, etc. De nombreux participants affirment même que le mouvement n'a pas d'orientation politique. Cependant, la plupart d'entre eux se déclarent clairement à la gauche du centre-gauche¹³. Cela peut être interprété comme une tentative d'empêcher l'idéologie de créer des malentendus et d'entraver la croissance du mouvement : les cœurs des participants sont à gauche, mais il y a une réticence à le rendre public et une aversion pour les étiquettes.

Mais l'ambiguïté politique demeure, même si de (vieux) militants ont tendance à l'ignorer ou à l'interpréter dans un esprit positif. Certains participants voudraient réduire le mouvement à une méthodologie de participation où les objectifs – par exemple la lutte contre les privatisations – sont relégués au second plan, apparemment en faveur de l'unité de l'ensemble,

13. Selon l'enquête déjà évoquée, ce pourcentage est de 50% des participants interrogés à Salamanque (Calvo et al., op. cit.).

mais aussi en raison de la réticence de certains participants à se rallier à un programme anti-néolibéral ayant une capacité minimale à générer de l'hégémonie.

S'ajoute à cela le fait que, dans les assemblées de certaines villes, on développe une conception simpliste du pouvoir démocratique, en le réduisant à sa version la plus immédiate et palpable : tout le monde est capable de vous représenter. Toute forme de délégation, institutionnelle et non institutionnelle, toute forme d'organisation, qu'il s'agisse des associations de quartier, de partis politiques, de syndicats ou d'ONG sont identifiées par certains participants à l'ennemi ou sont considérées comme obsolètes et perverties, incapables de « participation réelle ». Cela désarme le mouvement contre l'avancée néolibérale dans les institutions. C'est sans aucun doute ainsi que fonctionne la tradition libertaire, avec une grande confiance dans la participation directe comme garantie unique pour la démocratie. Dans cette optique, bâtir des ponts avec des espaces de lutte plus traditionnels comme les partis, les syndicats, les associations, etc., serait préjudiciable. D'où la difficulté de constituer un bloc anti-néolibéral fondé sur la convergence de toutes ces forces.

Par ailleurs, la pratique des assemblées a un coût. Elle consomme du temps, ce qui tend à exclure ceux qui n'en disposent pas quand la réunion dure plusieurs heures. Les chômeurs qui ont à trouver du travail, les travailleurs, les personnes ayant des obligations familiales sont discriminés par rapport à ceux qui ont beaucoup de temps disponible. En fin de compte, cela empêche la participation des classes populaires, de ceux qui ont un lien avec le monde du travail et des personnes, surtout des femmes, ayant des responsabilités familiales et professionnelles. Le noyau actif tend ainsi de plus en plus à représenter les secteurs les plus aisés, mettant à l'écart la majeure partie des perdants du néolibéralisme. Cet environnement est propice à la prise de pouvoir dans les assemblées d'une partie des classes moyennes urbaines, avec des ressources illimitées de temps à consacrer à un « hyper-militantisme », hors de portée de la majorité de la population.

Conclusion: l'avenir du mouvement

Il y a trois groupes d'acteurs dans le mouvement et son avenir dépend de leur degré d'intégration. Le noyau dur et minoritaire qui campe et dort sur les places est composé de militants avec un profil politique affirmé, très à gauche, avec beaucoup de temps à consacrer au militantisme et peu

d'obligations professionnelles et familiales. Le deuxième groupe est plus large et socialement plus représentatif. Il se compose de personnes avec des emplois et des situations familiales divers, qui viennent régulièrement aux réunions, mais interviennent peu ou pas du tout. Ils s'engagent et sont fidèles au mouvement, mais ne sont pas prêts à passer des heures et des heures à écouter des interventions. Le troisième groupe est composé de visiteurs occasionnels qui regardent tout avec une certaine distance, qui ont d'autres priorités et montrent moins de fidélité et de constance dans leur participation.

À mon avis, l'avenir du mouvement dépendra largement de deux facteurs :

- la capacité de créer des nœuds plus stables et structurés, capables de ranimer les « braises » à un moment donné. Ils doivent chercher leurs membres dans les trois groupes, s'ils veulent éviter l'isolement du mouvement. La construction de ces « nœuds » ou « tables » est l'objectif du Réseau de convergence social¹⁴.
- L'avenir du mouvement dépend aussi du profil personnel et politique de ceux qui s'occupent du noyau dur. Ce noyau dur est ce qui maintient la flamme pendant les moments de faible mobilisation, avec des personnes prêtes à y passer plus de temps que d'autres, ce qui est essentiel pour assurer la pérennité du mouvement. Leur participation active est nécessaire pour le maintien des réseaux. Si le noyau dur admet des membres qui se contentent de slogans maximalistes et participent pour leur épanouissement personnel, il est possible que le mouvement ne parvienne pas à être beaucoup plus qu'une expérience politique innovante, sujet d'étude futur pour les essayistes et les experts. Si dans ce noyau dominant ceux qui aspirent à construire un bloc social anti-néolibéral cherchant à conquérir une hégémonie sociale, le mouvement peut être le premier chapitre de quelque chose de plus grand. En tout cas, il semble impossible de construire ce bloc sans compter sur les trois sources de pouvoir dans une société capitaliste développée pour créer un contre-pouvoir capable de faire face au néo-libéralisme : l'implication individuelle directe dans la rue et dans d'autres lieux, la représentation institutionnelle et le travail organisé.

Madrid, 15 Novembre, 2011 ■

14. Voir : <http://redconvergenciasocial.org/>